



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général de la défense
et de la sécurité nationale**

Cahier des clauses administratives particulières n°2025-07 du 25/03/2025

Marché public de techniques de l'information et de la communication

Pouvoir adjudicateur contractant :

**L'Etat – Services du Premier ministre
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale
(SGDSN)
51 bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Service bénéficiaire :

**Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
51 bd de La Tour-Maubourg - 75700 Paris 07 SP**

Objet du marché :

Marché ayant pour but la fourniture de prestations d'assistance à la préparation et à la mise en œuvre d'un entraînement à la gestion de crise cyber au profit de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) – « exercice HANDSPINNER ».

Sommaire

Article 1 - Objet du marché - dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Durée d'exécution du marché.....	4
1.3 Pièces contractuelles.....	4
1.4 Forme des notifications et information.....	5
1.5 Résiliation.....	5
1.6 Modification du marché	Erreur ! Signet non défini.
Article 2 - Qualification juridique du marché	5
2.1 Champ d'application.....	Erreur ! Signet non défini.
2.2 Règlement des litiges.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 3 - Modalités pratiques d'exécution du marché	6
3.1 Exécution générale du marché	6
3.1.1 <i>Représentants des parties contractantes</i>	6
3.1.2 <i>Obligation de résultat</i>	6
3.2 Désignation des prestations.....	6
3.3 Délais et modalités.....	7
3.4 Prolongation de délais et sursis de livraison, de mise à disposition	7
3.5 Pénalités pour retard	7
3.5.1 <i>Pénalités pour retard dans la fourniture des prestations</i>	7
3.6 Conditions de livraison, de mise à disposition.....	8
3.7 Opérations de vérification.....	8
3.7.1 <i>Dispositions générales</i>	8
3.7.2 <i>Détail des opérations de vérification</i>	9
3.8 Décisions après vérifications.....	9
Article 4 - Modalités financières du marché	11

4.1 Modalités de détermination des prix.....	11
4.1.1 Contenu des prix.....	11
4.1.2 Prix de règlement.....	11
4.2 Règlement.....	11
4.2.1 Avance.....	11
4.2.2 Acomptes.....	12
4.2.3 Paiements partiels définitifs.....	12
4.2.4 Solde.....	12
4.2.5 Modalités de facturation.....	12
4.2.6 Acceptation de la demande de paiement.....	14
4.2.7 Modalités de règlement.....	14
Article 5 - Autres clauses administratives.....	15
5.1 Sous-traitance.....	16
5.2 Nantissement.....	18
5.3 Litiges	Erreur ! Signet non défini.
5.4 Résiliation du marché.....	Erreur ! Signet non défini.
5.5 Changements dans la situation du titulaire.....	Erreur ! Signet non défini.
5.6 Protection de la main d'œuvre et conditions du travail....	Erreur ! Signet non défini.
5.7 Responsabilité	Erreur ! Signet non défini.
Article 6 - Mesures de sécurité et protection du secret.....	Erreur ! Signet non défini.
6.1 Obligation de confidentialité.....	18
6.2 Protection des données à caractère personnel.....	19
6.3 Mesures de sécurité et protection du secret	19
Article 7 - Droit – langue	20
Article 8 - Dispositions relatives au droit de propriété intellectuelle.....	20
Article 9 - Clause environnementale	Erreur ! Signet non défini.
Article 10 – Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC.	24

Article 1 - Objet du marché - dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le marché, a pour objet la **fourniture de prestations d'assistance à la préparation et à la mise en œuvre d'un exercice majeur de thématique cyber – « Exercice HANDSPINNER »**, au profit de la **sous-direction Opérations de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI)**, service à compétence nationale rattaché au Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Le numéro de référence de la nomenclature CPV est le 79430000-7 : Services de gestion de crise, correspondant au GM 40.01.13 « Étude technique métier, recherche et développement ».

Les spécifications techniques attendues au titre du présent marché sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2025-07 du 28 janvier 2025 (dénommé CCTP dans le reste du document).

1.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti du fait de la nature même du besoin qui nécessite une homogénéité des interventions, des biens et des services attendus.

1.3 Durée du marché, délai d'exécution du marché et réunion de lancement

Le marché et les délais d'exécution du marché débiteront à compter de la notification du marché jusqu'à la validation du dernier livrable prévu dans le CCTP. Toutefois, une réunion de lancement sera organisée dans les trente (30) jours ouvrés, suivant la notification du marché, pour préciser la date précise de démarrage de l'exercice HANDSPINNER.

La réunion de lancement fera l'objet d'un compte-rendu de la part du titulaire et soumis à la validation du représentant technique du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause le marché prendra fin le 31 janvier 2026, au plus tard, et cela tant dans l'exécution des prestations que des livrables à fournir.

1.4 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n° 1 à l'acte d'engagement dénommée « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire – DPGF » ;

- L'annexe n° 2 à l'acte d'engagement dénommée « Description de la solution technique et financière retenue » (également appelé « mémoire technique-MT ») ;
- L'annexe n° 3 à l'acte d'engagement dénommée « Parcours jeune en décrochage scolaire » ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières n° 2025-07 du 25 mars 2025 (dénommé CCAP dans le présent document) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières n° 2025-07 du 25 mars 2025 (dénommé CCTP dans le présent document) dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dénommé CCAG-TIC dans sa version en vigueur à la date de remise de l'offre.

1.5 Forme des notifications et information

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à son siège social.

1.6 Modification du marché – Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et 27 du CCAG-TIC : toute modification aux dispositions du marché est possible à condition de faire l'objet d'un accord écrit entre les deux parties et dans le respect des dispositions légales susmentionnées.

Article 2 - Qualification juridique du marché

Le présent marché est conclu en application des dispositions de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, relatif aux marchés passés selon une procédure adaptée, du fait du montant, estimé, inférieur au seuil européen.

Article 3 - Modalités pratiques d'exécution du marché

3.1 Exécution générale du marché

3.1.1 Représentants des parties contractantes

Le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, ou toute personne ayant reçu délégation de signature dans la limite de ses attributions, désignés ci-après comme le représentant légal du pouvoir adjudicateur, sont seules habilitées à traiter des questions liées à l'exécution administrative du marché.

Cependant, dans le cadre de l'exécution technique du marché, le pouvoir adjudicateur sera représenté par un agent **de la Sous-Direction Opérations (SDO)** de l'ANSSI, désigné comme le représentant technique.

De même, le titulaire désignera, dès la notification du marché, un représentant garantissant la permanence et l'unité de sa représentativité auprès de l'autre partie au marché, désigné ci-après comme le chef de projet pour piloter les prestations du marché. Le chef de projet et le cas échéant son équipe seront présentés au pouvoir adjudicateur lors de la réunion de lancement.

3.1.2 Obligation de résultat

La réalisation du marché s'appuie sur les compétences et le savoir-faire du titulaire. Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations objets du marché et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une **obligation de résultat**. Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel, le titulaire s'oblige :

- à garantir des résultats conformes aux prestations attendues, qui sont matérialisées dans les documents particuliers du marché ;
- à faire le nécessaire pour que le pouvoir adjudicateur (et ses représentants) bénéficie, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments, imprécisions ou incohérences qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

3.2 Désignation des prestations

Il s'agit d'un marché dont l'objet est la **fourniture de prestations d'assistance à la préparation et à la mise en œuvre d'un entraînement à la gestion de crise cyber au profit de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) – « Exercice HANDSPINNER »**, service à compétence nationale rattaché au Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Le contenu des prestations attendues est détaillé dans le CCTP.

3.3 Délais et modalités de réalisation et de livraison

Les différents délais et modalités de réalisation et de livraison seront conformes à l'annexe n° 2 à l'acte d'engagement dénommée « Description de la solution technique et financière retenue » et à l'article 3 du CCTP, étant précisé que les postes devront être conformes aux délais suivants :

- **Poste 1 : T0 Date de notification du marché + 2 mois**
- **Poste 2 : T1 Date de validation du Poste 1 + 1 mois**
- **Poste 3 : T2 Date de validation du Poste 2 + 1 mois**

En tout état de cause aucune prestation ne pourra être exécutée, y compris le livrable final, au-delà du 31 janvier 2026.

3.4 Prolongation de délais et sursis de livraison, de mise à disposition

Les dispositions régissant l'octroi de prolongation de délai ou de sursis de livraison, de mise à disposition sont précisées à l'article 13.3 du CCAG-TIC, dans la limite du 31 janvier 2026.

L'autorité habilitée à octroyer les prolongations de délai, les sursis de livraison et les exonérations de pénalités est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

3.5 Pénalités pour retard

3.5.1 Pénalités pour retard dans la fourniture des prestations

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations, défini à l'article 3.3 du présent CCAP, est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 3.4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 2\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CAG-TIC, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros (HT) pour l'ensemble du marché.

Le décompte de pénalités sera notifié au titulaire au plus tard lors du règlement du solde du marché.

Le titulaire est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux (2) semaines à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

3.6 Conditions de livraison, de mise à disposition

Les différents livrables seront transmis par voie dématérialisée sous forme numérique dans un format défini dans le CCTP.

En cas de livraisons sous format physique adressées à l'attention de la **Sous-Direction Opérations (SDO) de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)**, demande devra être faite par courriel au représentant technique pour connaître l'adresse exacte de livraison qui sera soit au 51, boulevard de la Tour-Maubourg – 75007 Paris ; soit au 31, quai de Grenelle – 75015 Paris ; soit au 8, place Jeanne Laurent – 35000 Rennes. La réception des éventuels livrables physiques se fera alors sur le site, indiqué en réponse au courriel susmentionné, par le représentant technique du pouvoir adjudicateur, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 les jours ouvrables.

Toute modification de ces adresses et/ou horaires s'effectuera par le biais d'une simple correspondance du pouvoir adjudicateur envoyée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

3.7 Opérations de vérification

3.7.1 Dispositions générales

Les prestations du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché, et notamment dans le CCTP, conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérification seront réalisées par le représentant technique du pouvoir adjudicateur tel que défini à l'article 3.1.1 du présent CCAP.

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Le délai maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification des prestations du marché est de une semaine calendaire à compter de la date de livraison des prestations.

Si les opérations de vérification sont négatives, le représentant technique du pouvoir adjudicateur prendra une décision d'ajournement assorti d'un délai de correction maximum **d'une semaine calendaire** au titulaire pour parfaire les prestations ; il est rappelé que ce délai ne justifie pas lui-même l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

A l'issue de la livraison des prestations corrigées, le représentant technique du pouvoir adjudicateur dispose de nouveau d'un délai maximum **d'une semaine calendaire** pour reprendre les opérations de vérification.

En cas de nouvel échec, soit la même procédure sera reconduite, soit le représentant légal du pouvoir adjudicateur prononcera directement l'admission avec réfaction ou le rejet des prestations.

3.7.2 Détail des opérations de vérification

Les opérations de vérification nécessaires à la réception des prestations porteront sur :

- la mise en œuvre des moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées;
- la réalisation des prestations définies dans le marché, notamment dans le CCTP, conformément aux dispositions contractuelles, et selon les critères définis dans le CCTP ;
- En complément, le titulaire du marché devra présenter au représentant du pouvoir adjudicateur, au cours d'une réunion d'avancement (selon l'échéancier des étapes prévues dans son offre) le bilan des actions.

3.8 Décisions après vérifications

A l'issue de la période de vérification et sur le vu des opérations de vérification, le représentant légal du pouvoir adjudicateur prononcera :

- **l'admission des prestations** sous la forme d'un procès-verbal d'admission des prestations, si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.
- **l'ajournement des prestations.** Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, **dans un délai d'une semaine calendaire**. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de cinq jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé

par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-après, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de cinq jours ci-dessus mentionné. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

- **l'admission avec réfaction.** Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

- **le rejet des prestations.** Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le pouvoir adjudicateur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :
 - si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;

- et que le pouvoir adjudicateur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

Article 4 - Modalités financières du marché

4.1 Modalités de détermination des prix

4.1.1 Contenu des prix

Les prestations objet du marché sont des prestations de techniques de l'information et de la communication.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.1.2 Prix de règlement

Le prix du marché indiqué dans l'acte d'engagement du marché est forfaitaire, ferme et non actualisable.

Il est établi hors taxes et sera majoré du taux de TVA en vigueur à la date de facturation des prestations.

Il est réputé établi aux conditions économiques du mois de la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire, appelé mois "zéro".

4.2 Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées par les articles suivants.

4.2.1 Avance

Conformément aux dispositions des articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante mille euros hors taxes (50.000,00 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé, conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et R. 2193-10 du code de la commande publique :

- à 20 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ;
- à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché, toutes taxes comprises, divisée par la durée du marché exprimée en mois, si celle-ci est supérieure à douze mois.

Si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

L'avance sera versée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du marché.

4.2.2 Acomptes

Il sera fait application des dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique.

4.2.3 Paiements partiels définitifs

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-26 du code de la commande publique, il pourra être procédé sur demande du titulaire, et sur le vu du procès-verbal d'admission des prestations, à un règlement partiel définitif correspondant au montant des prestations réalisées.

4.2.4 Solde

Le règlement du solde du marché s'effectuera après la décision définitive d'admission des prestations prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 3.8 du présent CCAP.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de quarante-cinq (45) jours courant à compter de l'admission des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

4.2.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur. Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro d'engagement juridique Chorus correspondant au numéro du marché mentionné en première page de l'acte d'engagement ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;

- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le détail des prix, forfaitaires ou unitaires ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le taux et le montant de TVA.

Conformément aux articles L. 2192-1 et s. et D. 2192-1 et s. relatifs à la facturation électronique, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct transmettront leurs factures sous forme électronique.

Transmission électronique

Conformément à la loi de Modernisation de l'Economie (LME) n°2008-776 du 4 août 2008, la personne publique accepte les factures émises sous forme dématérialisée. Les factures comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts ;
- Le numéro d'engagement juridique Chorus correspondant au numéro du marché ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement : le numéro du service facturier **FAC9510075**.
- En cas de marché à bons de commande, le numéro du bon de commande.

La transmission des factures s'effectue selon l'une des deux procédures autorisées suivantes :

- 1) Adresser ses factures au concentrateur par EDI :
 - a. En les adressant directement au concentrateur de factures de la personne publique ;
 - b. En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures à ce dernier.
- 2) Utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> :
 - a. En déposant ses factures ;
 - b. En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à

consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ». Pour tout renseignement, le titulaire pourra se diriger vers la rubrique « nous contacter » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par les articles L. 2192-5 et D. 2192-2 du code de la commande publique.

4.2.6 Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire

4.2.7 Modalités de règlement

Aucun paiement n'est exigible tant que la procédure de vérification permettant de certifier la conformité des fournitures ou des services prévue aux articles 3.7 et 3.8 du présent CCAP n'est pas achevée.

Le délai de paiement est fixé à **trente (30) jours** à compter de :

- la date de notification du marché pour l'avance éventuelle,
- la date d'acceptation des vérifications des prestations et de réception des justificatifs pour les acomptes ou, pour le solde, la date à laquelle l'admission des prestations a été prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement ;
- la date de réception de la demande de paiement accompagnée des justificatifs nécessaires pour les acomptes, si elle est postérieure ou égale à la date d'acceptation des vérifications des prestations pour les acomptes ou la date d'admission des prestations pour le solde prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette

notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Dans la mesure où le titulaire a rempli ses obligations contractuelles et légales, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, à moins qu'il soit responsable du retard, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 5 - Autres clauses administratives

5.1 Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à la domiciliation de ses paiements ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché (redressement, sauvegarde, liquidation, etc.).

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraînera la suspension du délai réglementaire de paiement.

5.2 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-12 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions prévues aux articles R 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché, désirant recourir à la sous-traitance, dans le respect des conditions susmentionnées, pourra utiliser le document nommé « **DC4** », joint aux documents de consultation de cette procédure. Ce « DC4 » devra être dûment complété et signé, puis communiqué au représentant légal du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de garantir date certaines de transmission.

5.3 Protection de la main d'œuvre et conditions du travail

Il sera fait application de l'article 6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC).

5.4 Assurances et garanties légales

Il sera fait application de l'ensemble des dispositions des articles 9 et 36 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) ; sous réserve que le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil. Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

5.5 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition volontaire à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

L'admission des fournitures ou des matériels acquis par le pouvoir adjudicateur entraîne le transfert de leur propriété.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ainsi que pour ceux ayant leur origine dans les agissements de ses préposés.

5.6 Litiges

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Dans le cas où une solution amiable et équitable ne pourrait être trouvée, le litige sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente :

Tribunal administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr – Télérecours : <https://www.telerecours.fr>

5.7 Résiliation du marché

Il sera fait le cas échéant, application des articles 47 à 54 inclus du CCAG-TIC, avec les précisions et compléments suivants :

- Pendant l'exécution du marché, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du

travail, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du titulaire après mise en demeure préalable.

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En complément de ces précisions : dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité de remplacer un bien ou un service défaillant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une indemnisation.

5.8 Nantissement

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-53 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

Article 6 - Mesures de confidentialité, de protection des données à caractère personnel (RGPD), de sécurité et de protection du secret

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le titulaire n'aura à aucun moment à connaître, élaborer, manipuler, stocker ou acheminer d'informations classifiées au titre du secret de la défense nationale. Toutefois, l'exécution du marché peut nécessiter l'accès à des lieux classés en zone protégée ; les dispositions de l'instruction générale interministérielle (IGI) n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de celle-ci, s'appliqueront donc.

Le titulaire a l'obligation d'aviser ses éventuels sous-traitants de ce que les obligations énoncées aux articles 6, 6.1, 6.2 et 6.3 de ce CCAP leur sont également applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

6.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire ne peut être autorisé à communiquer sur le marché, ses modalités et son exécution qu'après validation expresse formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

En l'absence du respect de cette obligation de confidentialité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché sans préavis.

Aucune donnée relative aux personnes et aux entités bénéficiaires ne pourra être conservée ni exploitée par le titulaire, en dehors du cadre de la bonne exécution des marchés existants.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Conformément aux dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) et plus particulièrement son article 28, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'une modification du marché (avenant) par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché.

Pour rappel : le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

6.3 Mesures de sécurité et protection du secret

Bien que les prestations du marché ne justifient à aucun stade la manipulation d'informations classifiées, l'attention du titulaire est tout de même attirée sur les dispositions prévues ci-après concernant les mesures de sécurité et de protection du secret.

Le titulaire reconnaît notamment avoir pris connaissance de l'instruction générale interministérielle (IGI) n° 1300 sur la protection du secret de la défense

nationale approuvée par l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de celle-ci.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la protection des informations sensibles, notamment à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.

Le titulaire qui reçoit une information sensible ou dont il aura pu avoir connaissance s'engage à en limiter la circulation et l'accès respectivement à son propre personnel, celui de ses sous-traitants et/ou fournisseurs pour lequel il est nécessaire de faire connaître cette information dans le cadre de l'exécution du marché et, dans ce cas, à faire connaître à ce personnel, le caractère sensible de ces informations.

En conséquence, il lui est interdit de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, pour quelque raison que ce soit, sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des dispositions ci-dessus pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal relatives aux atteintes au secret de la défense nationale.

Article 7 - Droit – langue

Le droit français est le seul applicable au marché et ce, quelle que soit la nationalité du titulaire. Dans le cas où un litige interviendrait entre les parties, il sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente mentionnée à l'article 5.6 de ce CCAP.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules les correspondances et documents relatifs à l'exécution du marché rédigés en français sont valables au plan contractuel entre les parties.

Article 8 - Dispositions relatives au droit de propriété intellectuelle

Par dérogation aux articles 43 à 46 inclus du CCAG-TIC, le titulaire cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Ces droits sont cédés par le titulaire pour la totalité de la durée de protection légale des droits d'auteur ou de leurs ayants-droits.

La cession de ces droits est applicable dans le monde entier.

Les conditions financières de la cession sont comprises dans le montant prévu au marché.

Les droits de propriété intellectuelle des études, documents et supports produits et exécution des prestations seront cédés au pouvoir adjudicateur à l'occasion de l'admission des prestations du marché, dans le respect des dispositions de l'article 4 du CCTP n° 2025-07 du 28 janvier 2025.

Article 9 - Clause environnementale

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, de santé et de préservation des personnes et des biens. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant toute la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le respect d'une démarche environnementale responsable, le pouvoir adjudicateur souhaite que le titulaire privilégie, dans la mesure du possible, les échanges dématérialisés ; ce qui implique, entre autres, une vigilance particulière sur le fait que les datas centers soient le moins énergivores possible (refroidissement eau/climatisation). Le titulaire devra également disposer, dans la mesure du possible, d'un système de management de l'énergie (SMÉ – ISO 50001 : <https://certification.afnor.org/en/energie/iso-50001-energy-management-systems>) permettant de démontrer son action pour réduire ses dépenses énergétiques.

A défaut de dématérialisation, il pourra remettre les livrables sous format papier à condition de privilégier une solution d'impression respectueuse de l'environnement : impression sur papier 100% recyclé ; impression en mode « recto-verso » ; impression des deux faces du document sur une seule page ; impression en noir et blanc ; utilisation de cartouche reconditionnées ; utilisation d'encres végétales ; recyclage des cartouches vides ; etc.

Dans le respect de cette démarche environnementale et tout en garantissant la qualité des biens livrés, le titulaire est également invité à porter une attention toute particulière sur les moyens mis sur le transport et la protection des biens afin d'être le plus possible respectueux de l'environnement ; sans porter atteinte à l'intégrité des personnes ni à la qualité des biens.

En cas d'évolution juridiquement contraignante de la législation sur la protection de l'environnement, des biens ou des personnes, un modificatif au marché sera signé par les parties pour se conformer aux nouvelles règles en vigueur, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

Article 10 - Clause sociale - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Par cet article 10, le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre seize (16) et vingt-cinq (25) ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Dans le cadre du suivi de la clause sociale, le SGDSN sera assisté ou représenté par un référent « achat responsables » des services du Premier ministre, dont les coordonnées seront communiquées lors de l'exécution du marché.

Le volume horaire minimal est de trois-cents heures (300 h.), à réaliser pendant la période du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite. De plus, il est rappelé que l'activité de ce jeune en décrochage scolaire, au sein de « l'entreprise », n'est pas obligatoirement liée à l'objet même de ce marché.

10.1 Conformément à son offre, le titulaire doit réaliser une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du SGDSN, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

10.2 Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par le SGDSN et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la mise en œuvre du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise »).

Une réunion spécifique à la mise en application de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou du SGDSN, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au SGDSN par le titulaire.

Le titulaire transmet également au SGDSN la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

10.3 Contrôle et évaluation de l'action de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du SGDSN ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au SGDSN :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés suivant la demande par le SGDSN.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (Cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le SGDSN et la MLDS. Dans ce cas, le SGDSN et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

Article 10 – Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC.

Articles du CCAP	Dérogeant aux articles du CCAG-TIC
1.4 (pièces contractuelles)	4.1
3.5.1 (Pénalités pour retard)	14.1.1
3.5.1 (Montant de l'exonération des pénalités pour retard)	14.1.3
3.7 (opérations de vérification)	30, 31 et 32
3.8 (décision après vérification)	33
6 (mesures de sécurité et protection du secret)	5
8 (droits de propriété)	43 à 46